

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 09471
Numéro SIREN : 890 677 453
Nom ou dénomination : 369 Z

Ce dépôt a été enregistré le 31/01/2022 sous le numéro de dépôt 13159

Monsieur Patrice CAVALIER
SAS 369 Z
14 Rue Cambacérès
75008 PARIS

Montpellier, le 27 décembre 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXACTITUDE DE L'ARRETE DE COMPTE

Au président,

En ma qualité de commissaire aux comptes désigné à cet effet, comme le prévoit l'article L.225-146 du code de commerce, et en application de l'article R. 225-134 du même code, j'ai procédé au contrôle de l'arrêté de compte au 27/12/2021, tel qu'il est joint au présent rapport. Cet arrêté de compte a été établi par Patrice CAVALIER, le 22/12/2021. Il m'appartient sur la base de mes travaux d'en certifier l'exactitude.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier que les créances concernées sont certaines dans leur existence et déterminées dans leur montant.

Je certifie l'exactitude de cet arrêté de compte s'élevant à 19.424.604 euros.

Jean PERIER
Commissaire aux comptes



369 Z

Société par actions simplifiée au capital de 248.090 euros
Siège social : 14, rue Cambacérès, 75008 Paris
890 677 453 RCS Paris

(la « Société »)

ARRÊTÉ DES COMPTES

Le soussigné :

Monsieur Patrice CAVALIER, agissant en qualité de Président de la Société,

(i) Constate par la présente que :

La société **COMPAGNIE D'HOTELS ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER CREATIF (CHIIC)**, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 7.900.000 euros, dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B261218, associée de la société 369 Z, est créancière de la société 369 Z pour une somme totale de 19.424.604 euros (la « Créance ») ;

- La créance est certaine, liquide et exigible ;

(ii) Arrête en conséquence à ce jour à 19.424.604 euros le montant total de la créance détenue par la société CHIIC sur la Société susceptible d'être utilisée pour la libération des actions nouvellement créées par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société.

Fait à PARIS
Le 27 décembre 2021

Le Président
Patrice CAVALIER


SARL JP AUDIT
STE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
471, av. des Etats du Languedoc
Le Québec C - 34000 MONTPELLIER
N° SIREN 795 217 256
Tél. : 06 14 34 23 53
Email : jean.perier@wanadoo.fr

Monsieur Patrice CAVALIER
SAS 369 Z
14 Rue Cambacérès
75008 PARIS

Montpellier, le 27 décembre 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXACTITUDE DE L'ARRETE DE COMPTE

Au président,

En ma qualité de commissaire aux comptes désigné à cet effet, comme le prévoit l'article L.225-146 du code de commerce, et en application de l'article R. 225-134 du même code, j'ai procédé au contrôle de l'arrêté de compte au 27/12/2021, tel qu'il est joint au présent rapport. Cet arrêté de compte a été établi par Patrice CAVALIER, le 27/12/2021. Il m'appartient sur la base de mes travaux d'en certifier l'exactitude.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier que les créances concernées sont certaines dans leur existence et déterminées dans leur montant.

Je certifie l'exactitude de cet arrêté de compte s'élevant à 9.000.000 euros.

Jean PERIER
Commissaire aux comptes



369 Z

Société par actions simplifiée au capital de 497.155 euros
Siège social : 14, rue Cambacérès, 75008 Paris
890 677 453 RCS Paris

(la « Société »)

ARRÊTÉ DES COMPTES

Le soussigné :

Monsieur Patrice CAVALIER, agissant en qualité de Président de la Société 369 Z,

(i) Constate par la présente que :

La société **COMPAGNIE D'HOTELS ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER CREATIF (« CHIIC »)**, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 7.900.000 euros, dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B261218, représentée par son gérant, Monsieur Patrice Cavalier, associé de la société 369 Z, est créancière de la société 369 Z pour une somme totale de 9.000.000 euros (la « Créance ») ;

- La créance est certaine, liquide et exigible ;

(ii) Arrête en conséquence à ce jour à 9.000.000 euros le montant total de la créance détenue par la société CHIIC sur la Société, susceptible d'être utilisée pour la libération des actions nouvellement créées par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société.

Fait à PARIS
Le 22 décembre 2021

Le Président
Patrice CAVALIER

SARL JP AUDIT
STE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
471, av. des Etats du Languedoc
Le Québec C - 34000 MONTPELLIER
N° SIREN 795 217 256
Tél. : 06 14 34 23 53
Email : jean.perrier@wanadoo.fr



369 Z

Société par actions simplifiée au capital de 497.155 euros

Siège social : 14, rue Cambacérès, 75008 Paris

890 677 453 RCS Paris

(la « **Société** »)

DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

EN DATE DU 27 DECEMBRE 2021

L'an deux-mille vingt-et-un,

Le 27 décembre,

Les associés de la Société :

- **COMPAGNIE D'HOTELS ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER CREATIF (CHIIC)**, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 7.900.000 euros, dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B261218, représentée par son gérant, Monsieur Patrice Cavalier ; et
- **H.P.C. HOSPITALITY S.A.**, société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de 31.000 euros dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B206960, représentée par son gérant, Monsieur Patrice Cavalier ;

Ci-après ensemble dénommés les « **Associés** ».

Reconnaissant avoir disposé, préalablement aux présentes, d'un délai suffisant pour prendre connaissance :

- Le rapport du Président,
- Le rapport du Commissaire aux comptes ad hoc, et
- Les statuts de la Société (les « **Statuts** »),

Ont décidé de statuer ce jour, par voie de décisions unanimes, sur l'ordre du jour suivant :

1. Constatation d'une créance liquide et exigible d'un montant de 9.000.000 € ;
2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 115.399 € par compensation avec la créance liquide et exigible constatée ;
3. Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et modification corrélative des Statuts de la Société ;
4. Augmentation du capital social au profit des salariés ; et
5. Pouvoirs pour formalités.

A titre liminaire,

Les associés rappellent que, par acte en date de ce jour, ces derniers ont réalisé une augmentation du capital social par compensation de créance d'un montant nominal de 249.065 euros, pour le porter de 248.090 euros à 497.155 euros par création de 249.065 actions et pour une souscription totale de 19.424.579 euros assortie du paiement d'une soulte d'un montant de 24,65 euros, ladite créance étant issue de l'exigibilité des obligations émises aux termes des décisions de l'associé unique en date du 5 mai 2021 et du 26 novembre 2021 auquel ont été ajoutés les intérêts capitalisés à la date des présentes.

EN CONSEQUENCE, LES ASSOCIES PRENNENT LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

(Constatation d'une créance liquide et exigible d'un montant de 9.000.000€)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc,

constatent que la société CHIIC détient une créance liquide et exigible sur la Société d'un montant de neuf millions d'euros (9.000.000 €),

rappellent que l'existence et le montant de cette créance ont été certifiés exacts par le Commissaire aux comptes ad hoc da le rapport susvisé.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

DEUXIEME DECISION

(Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 115.399 €, par compensation avec la créance liquide et exigible constatée)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes,

connaissance prise de l'opération envisagée,

connaissance prise de l'arrêté de comptes de la créance de la société CHIIC,

après avoir constaté que le capital social de la Société est entièrement libéré,

considérant que l'augmentation de capital est dans l'intérêt social de la Société et utile à la réalisation de son objet social et ayant pris en considération les enjeux relatifs à l'activité de la Société,

Décident, sous réserve de l'adoption de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription de l'associé unique, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 115.399 euros, **pour le porter 497.155 euros à 612.554 euros**, par l'émission de 115.399 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune (désignées les « **Actions Nouvelles** »),

Décident que les Actions Nouvelles seront émises au prix de 77,99 euros l'une, incluant une prime d'émission de 76,99 euros par Action Nouvelle, correspondant à une souscription d'un montant total de 8.999.968,01 euros (prime d'émission incluse),

Prennent acte que la Société est redevable à la société CHIIC de la soulte de 31,99 euros réglée ce jour,

Décident que la prime d'émission, d'un montant total de 8.884.601 euros, sera inscrite à un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission », sur lequel portera, dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les associés, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par la collectivité des associés,

décident que les Actions Nouvelles seront intégralement souscrites par la société CHIIC,

décident que :

- les Actions Nouvelles seront créées avec jouissance à compter de leur souscription et soumises à toutes les stipulations statutaires et seront assimilées aux actions anciennes à compter de cette date, et
- la souscription des Actions Nouvelles est réalisée par compensation avec une créance liquide et exigible préexistante, conformément à l'article L225-128 du Code de commerce.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

TROISIEME DECISION

(Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'une personne nommément désignée)

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc,

En conséquence de l'adoption de la décision ci-avant,

Décide, en application de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription des 115.399 Actions Nouvelles faisant l'objet de la décision qui précède, au profit de la société CHIIC.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, la société CHIIC, associée de la Société et bénéficiaire de la suppression du droit préférentiel de souscription, n'a pas pris part au vote de la présente décision et les actions qu'elle détient n'ont pas été prises en compte dans le calcul du quorum et de la majorité.

QUATRIEME DECISION

(Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et modification corrélative des Statuts de la Société)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président,

connaissance prise des décisions qui précèdent,

constatent que les Actions Nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées par l'associé susvisé,

constatent que (i) l'augmentation de capital décidée sous la décision précédente d'un montant total de 8.999.968,01 euros, par émission de 115.399 Actions de Nouvelles se trouve intégralement souscrite et (ii) ladite augmentation de capital se trouve définitivement et régulièrement réalisée,

décident en conséquence de modifier les statuts de la Société ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 6 - APPORTS »

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, a apporté à la Société une somme en numéraire d'un montant total de cent mille (100.000,00) euros, correspondant au montant du capital social et à 100.000 actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 27 décembre 2021, confirmée par acte de constatation en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de deux-cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (248.090 €) par apport effectué par la société H.P.C. HOSPITALITY S.A. de cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune, qu'elle détient dans la société TROPICAL HOTEL & BEACH, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé 1 Saint-Jean Tropical Hôtel, 97133 Saint-Barthélemy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Basse-Terre sous le numéro 821 773 553, évaluées à un montant de onze millions sept cent cinquante mille euros (11.551.000€).

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix (148.090) actions nouvelles d'un euro (1 €) chacune, entièrement libérées.

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille cent-cinquante-cinq euros (497.155 €) par création de deux cent quarante-neuf mille soixante-cinq (249.065) Actions Nouvelles, entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 27 décembre 2021 par la société SARL JP AUDIT, et qui tient lieu de certificat du dépositaire conformément aux dispositions de l'article L225-146 alinéa 2 du Code de commerce. »

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de six cent douze mille cinq cent cinquante-quatre (612.554 €) par création de cent quinze mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (115.399) Actions Nouvelles, entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 27 décembre 2021 par la société SARL JP AUDIT, et qui tient lieu de certificat du dépositaire conformément aux dispositions de l'article L225-146 alinéa 2 du Code de commerce.

« Article 7 – CAPITAL SOCIAL »

Le capital social de la Société est fixé à la somme de six cent douze mille cinq cent cinquante-quatre (612.554 €). Il est divisé six cent douze mille cinq cent cinquante-quatre (612.554) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, de même catégorie, entièrement libérées.

CINQUIEME DECISION

(Augmentation du capital social au profit des salariés)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président,

connaissance prise de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, et des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail,

décident de renoncer à la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société.

SIXIEME DECISION

(Pouvoirs pour les formalités)

Les associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent acte à l'effet d'accomplir toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur relatives aux décisions prises dans le cadre des présentes.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de la Société.

DocuSigned by:

6FAE58E1CB45479...

CHIIC

Représentée par :
Patrice CAVALIER
En sa qualité de gérant

DocuSigned by:

6FAE58E1CB45479...

H.P.C. HOSPITALITY S.A

Représentée par :
Patrice CAVALIER
En sa qualité de gérant

369 Z

Société par actions simplifiée au capital de 248.090 euros

Siège social : 14, rue Cambacérès, 75008 Paris

890 677 453 RCS Paris

(la « **Société** »)

DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

EN DATE DU 27 DECEMBRE 2021

L'an deux-mille vingt-et-un,

Le 27 décembre,

Les associés de la Société :

- **COMPAGNIE D'HOTELS ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER CREATIF (CHIIC)**, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 7.900.000 euros, dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B261218, représentée par son gérant, Monsieur Patrice Cavalier ; et
- **H.P.C. HOSPITALITY S.A.**, société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de 31.000 euros dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B206960, représentée par son gérant, Monsieur Patrice CAVALIER,

Ci-après ensemble dénommés les « **Associés** ».

Reconnaissant avoir disposé, préalablement aux présentes, d'un délai suffisant pour prendre connaissance :

- Le rapport du Président,
- Le rapport du Commissaire aux comptes ad hoc, et
- Les statuts de la Société (les « **Statuts** »),

Ont décidé de statuer ce jour, par voie de décisions unanimes, sur l'ordre du jour suivant :

1. Constatation d'une créance liquide et exigible d'un montant de 19.424.604 € ;
2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 249.065 € par compensation avec la créance liquide et exigible constatée ;
3. Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'une personne nommément désignée ;
4. Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et modification corrélative des Statuts de la Société ;
5. Augmentation du capital social au profit des salariés ; et
6. Pouvoirs pour formalités.

A titre liminaire,

Les associés rappellent que selon les décisions de l'associé unique en date du 5 mai 2021, les associés ont procédé à l'émission de 16.085.000 obligations d'une valeur nominale d'un euro dont les termes et conditions étaient stipulés dans le contrat d'émission conclu en date du même jour.

Les associés rappellent également que selon les décisions de l'associé unique en date du 26 novembre 2021, les associés ont procédé à l'émission d'un emprunt obligataire complémentaire de 2.000.000 d'obligations dont les termes et conditions étaient stipulés dans l'avenant au contrat d'émission conclu en date du même jour.

Les associés rappellent que les obligations ont fait l'objet ce jour d'apports successifs (i) de ZSSF II Master S.à r.l. à ZSSF II RA Holdings S.à r.l. , (ii) de ZSSF II RA Holdings S.à r.l. à 369 S.à r.l. et (iii) de 369 S.à r.l. à CHIIC.

Les associés rappellent que conformément à l'article 2.16 de l'avenant au contrat d'émission, le taux d'intérêt applicable à l'ensemble des obligations était de 12,5% par année.

Les associés indiquent qu'en application de l'article 2.16 de l'avenant au contrat d'émission, le montant des intérêts s'élève à la somme de 1.339.604,17 euros. Compte tenu de l'augmentation de capital ci-après et de la soulte visée ci-dessous dont la Société est redevable à la société CHIIC, les associés ont convenu de procéder au règlement de cette dernière ce jour.

EN CONSEQUENCE, LES ASSOCIES PRENNENT LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

(Constatation d'une créance liquide et exigible d'un montant de 19.424.604€)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc,

constatent que la société CHIIC détient une créance liquide et exigible sur la Société d'un montant de dix-neuf millions quatre cent vingt-quatre mille six cent quatre (19.424.604 €),

rappellent que l'existence et le montant de cette créance ont été certifiés exacts par le commissaire aux comptes ad hoc dans le rapport susvisé.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

DEUXIEME DECISION

(Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 249.065 € par compensation avec la créance liquide et exigible constatée)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes,

connaissance prise de l'opération envisagée,

connaissance prise de l'arrêté de comptes de la créance de la société CHIIC,

après avoir constaté que le capital social de la Société est entièrement libéré,

considérant que l'augmentation de capital est dans l'intérêt social de la Société et utile à la réalisation de son objet social et ayant pris en considération les enjeux technologiques de l'activité de la Société,

Décident, sous réserve de l'adoption de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription de l'associé unique, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 249.065 euros, **pour le porter 248.090 euros à 497.155 euros**, par l'émission de 249.065 actions ordinaires nouvelles de la Société d'une valeur nominale de 1 euro (désignées les « **Actions Nouvelles** »),

Décident que les Actions Nouvelles seront émises au prix de 77,99 euros l'une, incluant une prime d'émission de 76,99 euros par Action Nouvelle, correspondant à une souscription d'un montant total de 19.424.579,35 euros (prime d'émission incluse),

Prennent acte que la Société est redevable à la société CHIIC de la soulte de 24,65 euros réglée ce jour,

Décident que la prime d'émission, d'un montant total de 19.175.539 euros, sera inscrite à un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission », sur lequel portera, dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les associés, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par la collectivité des associés,

décident que les Actions Nouvelles seront intégralement souscrites par la société CHIIC,

décident que :

- les Actions Nouvelles seront créées avec jouissance à compter de leur souscription et soumises à toutes les stipulations statutaires et seront assimilées aux actions anciennes à compter de cette date, et
- la souscription des Actions Nouvelles est réalisée par compensation avec une créance liquide et exigible préexistante, conformément à l'article L225-128 du Code de commerce.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

TROISIEME DECISION

(Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un personne nommément désignée)

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc,

En conséquence de l'adoption de la décision ci-avant,

Décide, en application de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription des 249.065 Actions Nouvelles faisant l'objet de la décision qui précède, au profit de la société CHIIC.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, la société CHIIC, associée de la Société et bénéficiaire de la suppression du droit préférentiel de souscription, n'a pas pris part au vote de la présente décision et les actions qu'elle détient n'ont pas été prises en compte dans le calcul du quorum et de la majorité.

QUATRIEME DECISION

(Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et modification corrélative des Statuts de la Société)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président,

connaissance prise des décisions qui précèdent,

constatent que les Actions Nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées par l'associé susvisé,

constatent que (i) l'augmentation de capital décidée sous la décision précédente d'un montant de dix-neuf millions quatre cent vingt-quatre mille cinq cent soixante-dix-neuf euros et trente-cinq centimes (19.424.579,35 €), par émission de 249.065 Actions de Nouvelles se trouve intégralement souscrite et (ii) ladite augmentation de capital se trouve définitivement et régulièrement réalisée,

décident en conséquence de modifier les statuts de la Société ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 6 - APPORTS »

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, a apporté à la Société une somme en numéraire d'un montant total de cent mille (100.000,00) euros, correspondant au montant du capital social et à 100.000 actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 27 décembre 2021, confirmée par acte de constatation en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de deux-cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (248.090 €) par apport effectué par la société H.P.C. HOSPITALITY S.A. de cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune, qu'elle détient dans la société TROPICAL HOTEL & BEACH, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé 1 Saint-Jean Tropical Hôtel, 97133 Saint-Barthélemy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Basse-Terre sous le numéro 821 773 553, évaluées à un montant de onze millions sept cent cinquante mille euros (11.551.000€).

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix (148.090) actions nouvelles d'un euro (1 €) chacune, entièrement libérées

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille cent cinquante-cinq euros (497.155 €) par création de deux cent quarante-neuf mille cent cinquante-cinq (249.155) Actions Nouvelles, entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 27 décembre 2021 par la société SARL JP AUDIT, et qui tient lieu de certificat du dépositaire conformément aux dispositions de l'article L225-146 alinéa 2 du Code de commerce. »

« Article 7 – CAPITAL SOCIAL »

Le capital social de la Société est fixé à la somme de quatre-cent quatre-vingt-dix-sept mille cent cinquante-cinq euros (497.155€).

Il est divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille cent cinquante-cinq (497.155)) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, de même catégorie, entièrement libérées.

CINQUIEME DECISION

(Augmentation du capital social au profit des salariés)

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président,

connaissance prise de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, et des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail,

décident de renoncer à la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société.

SIXIEME DECISION

(Pouvoirs pour les formalités)

Les associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent acte à l'effet d'accomplir toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur relatives aux décisions prises dans le cadre des présentes.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de la Société.

DocuSigned by:

6FAE58E1CB45479...

H.P.C. HOSPITALITY S.A

Représentée par :

Patrice CAVALIER

En sa qualité de gérant

DocuSigned by:

6FAE58E1CB45479...

CHIIC

Représentée par :

Patrice CAVALIER

En sa qualité de gérant

369 Z

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros

Siège social : 14, rue Cambacérès, 75008 Paris

890 677 453 RCS Paris

(la « **Société** »)

**PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 27 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille vingt-et-un,

Le vingt-sept décembre,

A 18 heures,

L'associé unique de la société, la société COMPAGNIE D'HOTELS ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER CREATIF, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 7.900.000 euros, dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B261218, représentée par son gérant, Monsieur Patrice Cavalier (l'« **Associé Unique** »),

Titulaire des 100.000 actions composant l'intégralité du capital social de la Société,

Après avoir pris connaissance des documents suivants mis à sa disposition par le Président :

- Le rapport établi par Monsieur Jean PERIER en date du 7 décembre 2021, Commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique de la Société (le « **Rapport du Commissaire aux Apports** »),
- Le traité d'apport aux termes duquel la société H.P.C. HOSPITALITY S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de 31.000 euros dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B206960 (l'« **Apporteur** »), fait apport à la Société de cent (100) actions qu'elle détient dans la société TROPICAL HOTEL & BEACH (les « **Titres Apportés** »), société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé Saint-Jean Tropical Hôtel, 97133 Saint-Barthélemy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Basse-Terre sous le numéro 821 773 553 (« **TROPICAL** »), évaluées à onze millions cinq cent cinquante et un mille euros (11.551.000 €), moyennant l'attribution de cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix (148.090) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, représentatives de l'augmentation de capital faisant l'objet de la résolution ci-dessous (le « **Traité d'Apport** »),

- Le contrat de fiducie-sûreté conclu entre la société HPC et l'Apporteur en qualité de constituants, ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS en qualité de fiduciaire, la masse des porteurs d'obligations représentée par ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS en tant que bénéficiaire et la société TROPICAL en date du 3 mars 2021, en garantie d'un emprunt obligataire émis par la société TROPICAL d'un montant nominal total de trente-quatre millions d'euros (34.000.000 €) portant intérêt au taux de 9% l'an et venant à échéance le 3 mars 2022 (l'« **Emprunt Obligataire** »), au profit des porteurs d'obligations admises en Euroclear France sous le code ISIN FR00140027X6, tel que modifié par un avenant n°1 en date du 27 octobre 2021, portant sur les Titres Apportés (la « **Fiducie-Sûreté Initiale** »),
- Le projet d'acte d'extinction de la Fiducie-Sûreté Initiale sous condition résolutoire de la réalisation du présent apport,
- Le projet de contrat de fiducie-sûreté portant sur le transfert dans un patrimoine fiduciaire de la pleine propriété (i) des Titres Apportés, et (ii) de toutes les créances présentes ou futures dues ou payables par la société TROPICAL à la Société et/ou à l'Apporteur (la « **Fiducie-Sûreté Nouvelle** »), devant être conclu entre la Société et l'Apporteur en qualité de constituants, la société ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS, en qualité de fiduciaire, et agissant en tant que représentant de la masse des obligataires en qualité de bénéficiaire, en garantie de l'Emprunt Obligataire (le « **Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau** »),
- Une copie des statuts de la Société,

L'Associé Unique a pris les décisions suivantes :

1. Approbation de l'apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
2. Agrément de l'Apporteur en qualité de nouvel associé de la Société,
3. Approbation et autorisation du Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau,
4. Augmentation de capital social d'un montant de cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (148.090 €) par voie d'apport en nature,
5. Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et modification corrélative des statuts, et
6. Pouvoirs pour formalités.

EN CONSEQUENCE, L'ASSOCIE UNIQUE PREND LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

(Approbation de l'apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération)

L'Associé Unique,

connaissance prise du Rapport du Commissaire aux Apports,

connaissance prise du Traité d'Apport,

considérant que la réalisation de l'opération est dans l'intérêt social de la Société et du groupe auquel elle appartient et utile à la réalisation de son objet social et ayant pris en considération les enjeux sociaux et environnementaux de l'activité de la Société,

décide :

- **d'approuver** du Traité d'Apport ;
- **d'autoriser** la Société à conclure le Traité d'Apport et plus généralement, à signer tous documents, conclure toutes conventions, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles ou nécessaires à la mise en place du Traité d'Apport.

DEUXIEME DECISION

(Agrément de l'Apporteur en qualité de nouvel associé de la Société)

L'Associé Unique,

connaissance prise des décisions qui précèdent,

connaissance prise des statuts de la Société,

décide d'agréer, conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts de la Société, l'Apporteur en qualité de nouvel associé de la Société.

TROISIEME DECISION

(Approbation et autorisation du Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau)

L'Associé Unique,

considérant que la conclusion du Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau est dans l'intérêt social de la Société et utile à la réalisation de son objet social et dans l'intérêt social du groupe auquel elle appartient et ayant pris en considération les enjeux sociaux et environnementaux de l'activité de la Société, décide :

- **d'approuver** les termes dudit projet du Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau ;
- **d'autoriser** la Société à conclure le Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau ;
- **d'autoriser** la Société à transférer à titre de garantie de l'Emprunt Obligataire au profit du fiduciaire la pleine propriété des Titres Apportés et des créances ;
- **de donner tous pouvoirs** au Président de la Société, avec faculté de déléguer, de signer au nom et pour le compte de cette dernière le Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau, et plus généralement, aux charges et conditions que le Président jugera

convenables et dans l'intérêt de la Société, de signer ou certifier conforme tout document, passer toutes conventions, prendre toutes mesures, faire toutes déclarations et affirmations, stipuler toutes charges et conditions, élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire et effectuer toutes formalités utiles ou nécessaires à la signature du Contrat de Fiducie-Sûreté Nouveau et des documents y afférents.

QUATRIEME DECISION

(Augmentation du capital social par voie d'apport en nature)

L'Associé Unique,

connaissance prise du Rapport du Commissaire aux Apports,

connaissance prise du Traité d'Apport,

connaissance prise de la Fiducie-Sûreté Initiale,

connaissance prise de la Fiducie-Sûreté Nouvelle,

décide, sous la condition suspensive de l'extinction de la Fiducie-Sûreté Initiale, et de la constitution de la Fiducie-Sûreté Nouvelle,

d'augmenter, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première décision, le capital social de cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (148.090 €) pour le porter de cent mille euros (100.000 €) à deux-cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (248.090 €) par voie d'apport des Titres Apportés de la société TROPICAL susvisés.

Cette augmentation se fera au moyen de la création de cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix (148.090) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribués en intégralité à l'Apporteur, en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital, entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions collectives des associés.

Leurs droits et dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible de leur revenir sera réduit *pro rata temporis*, en raison du temps écoulé entre ladite date et la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

CINQUIEME DECISION

(Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation du capital et modifications corrélatives des statuts de la Société)

L'Associé Unique,

connaissance prise des décisions qui précèdent,

décide que la constatation définitive de l'augmentation de capital interviendra après la levée de la condition suspensive relative à l'extinction de la Fiducie-Sûreté Initiale et de la constitution de la Fiducie-Sûreté Nouvelle,

décide qu'à la suite de la constatation définitive de l'augmentation de capital après levée de la condition suspensive visée ci-dessus, les articles 6 et 7 des statuts seront rédigés ainsi qu'il suit :

« **ARTICLE 6 - APPORTS** »

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, a apporté à la Société une somme en numéraire d'un montant total de cent mille (100.000) euros, correspondant au montant du capital social et à 100.000 actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 27 décembre 2021, confirmée par acte de constatation en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de deux-cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (248.090 €) par apport effectué par la société H.P.C. HOSPITALITY S.A. de cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune, qu'elle détient dans la société TROPICAL HOTEL & BEACH, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé 1 Saint-Jean Tropical Hôtel, 97133 Saint-Barthélemy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Basse-Terre sous le numéro 821 773 553, évaluées à un montant de onze millions sept cent cinquante mille euros (11.551.000€).

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix (148.090) actions nouvelles d'un euro (1 €) chacune, entièrement libérées ».

« **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL** »

Le capital social de la Société est fixé à la somme de deux-cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (248.090 €).

Il est divisé en deux-cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix (248.090) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, de même catégorie, entièrement libérées. »

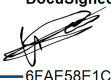
SIXIEME DECISION

(Pouvoirs en vue des formalités)

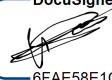
L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent acte à l'effet d'accomplir toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur relatives aux décisions prises dans le cadre des présentes.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé Unique et le Président de la Société.

DocuSigned by:

6FAE58E1CB45479...

**La société COMPAGNIE D'HOTELS ET
D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER
CREATIF**
Associé Unique

DocuSigned by:

6FAE58E1CB45479...

Monsieur Patrice Cavalier
Président

Monsieur Patrice CAVALIER
SAS 369 Z
14 Rue Cambacérès
75008 PARIS

Montpellier, le 07 décembre 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

En exécution de la mission de commissaire aux apports qui m'a été confiée par l'associé unique de la SAS 369 Z, en date du 02 décembre 2021, concernant l'apport en pleine propriété des actions de la SAS Tropical Hôtel & Beach devant être effectué par la SA HPC Hospitality dans le cadre de l'augmentation de capital de la SAS 369 Z, j'ai établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu par l'article L.225-147 du Code de Commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de traité d'apport en nature, signé par monsieur Patrice CAVALIER, président de la société HPC Hospitality apporteuse. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cette effet, l'intervention a été conduite sur la base des diligences estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes, relative à cette mission ; cette doctrine requière la mise en œuvre de diligences destinées, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts à émettre par la société bénéficiaire des apports, augmentée de la prime d'émission.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Je vous prie de trouver, ci-après, mes constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

- Présentation de l'opération et description des apports.
- Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
- Synthèse – points clés
- Conclusion.

1 Présentation de l'opération et description des apports

1.1 Contexte de l'opération :

L'intégralité des Titres Apportés fait l'objet d'une fiducie-sûreté de droit français en garantie d'un emprunt obligataire émis par la Société d'un montant nominal total de trente-quatre millions d'euros (34.000.000 €) portant intérêt au taux de 9% l'an et venant à échéance le 3 mars 2022, au profit des porteurs d'obligations admises en Euroclear France sous le code ISIN FR00140027X6 en vertu d'un contrat de fiducie-sûreté conclu entre HPC et l'Apporteur en qualité de constituants, ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS en qualité de fiduciaire, la masse des porteurs d'obligations représentée par ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS en tant que bénéficiaire et la Société en date du 3 mars 2021, et d'un avenant n°1 au contrat de fiducie-sûreté en date du 27 octobre 2021 (la « **Fiducie-Sûreté Initiale** »).

Du fait de l'opération d'apport objet du présent traité, la Fiducie-Sûreté Initiale constituée doit faire l'objet d'une extinction, pour les besoins de et durant le temps exclusivement nécessaire à l'apport, et une nouvelle fiducie-sûreté doit être conclue entre le Bénéficiaire en qualité de constituant, ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS en qualité de fiduciaire, la masse des porteurs d'obligations représentée par ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS en tant que bénéficiaire et la Société, immédiatement après l'apport réalisé (la « **Fiducie-Sûreté Nouvelle** »).

Les Parties ont souhaité conclure le présent traité d'apport sous la condition suspensive de l'extinction de la Fiducie-Sûreté Initiale, et la constitution subséquente de la Fiducie-Sûreté Nouvelle.

L'opération d'apport de l'Apporteur au Bénéficiaire de l'intégralité de sa participation dans la Société s'inscrit dans le cadre des opérations de restructuration du groupe en vue de la concrétisation d'un joint-venture entre l'Apporteur et le fonds d'investissement ZETLAND, qui permettra le développement d'un groupe d'une dizaine de boutique hôtels.

1.2 Présentation des sociétés et/ou des parties et intérêts en présence

1.2.1 Personne morale apporteuse

La SAS 369 Z va bénéficier lors de son augmentation de capital, de l'apport des actions de la SAS Tropical Hôtel & Beach détenus par la SA HPC Hospitality société de droit luxembourgeois, au capital de 31.000 euros dont le siège social est situé 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B206960. Cet apport est réalisé en pleine propriété.

1.2.2 Société bénéficiaire, la SAS 369 Z

La SAS 369 Z est une SAS au capital de 100.000 € immatriculée au registre du commerce de Paris sous le numéro 890 677 453, ayant son siège social 14, rue Cambacérès, 75008 Paris.

1.3 Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport : date d'effet (rétroactif, immédiat ou différé), comptes servant de base à l'opération, régimes juridique et fiscal adoptés

L'apport sera réalisé avec effet à la date de réalisation de l'augmentation de capital de la SAS 369 Z. Il est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 225-147 du code de commerce.

1.3.2. Conditions suspensives

L'apport en nature d'HPC Hospitality au profit de la SAS 369 Z ne pourra être réalisé que sous la condition que la Fiducie-Sûreté Initiale constituée, qui détient les titres en garantie, fasse l'objet d'une extinction, pour les besoins de et durant le temps exclusivement nécessaire à l'apport.

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée à l'approbation définitive de l'augmentation de capital de la société SAS 369 Z. La SAS 369 Z aura la propriété et la jouissance des titres apportés à compter de l'approbation de l'augmentation de capital.

1.3.3. Rémunération de l'apport

En rémunération de l'apport valorisé 11.551.000 €, il sera attribué à l'apporteur, 148.090 actions de la SAS 369 Z de 1 € de valeur nominale chacune, le solde soit onze millions quatre cent deux mille neuf cent dix euros (11.402.910 €) étant placé en prime d'émission

1.3.4. Avantages particuliers stipulés (le cas échéant)

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4. Présentation de l'apport

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport implique des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement n° 2020-01 de l'ANC qui définit la notion de contrôle d'une société à l'article 211-3 pour le contrôle exclusif et à l'article 211-4 pour le contrôle conjoint.

Dès lors, il devrait être réalisé à la valeur comptable correspondant à la valeur des actions dans les comptes de la SAS HPC Hospitality. Toutefois, la valeur comptable des titres est insuffisante pour libérer l'augmentation de capital de la SAS 369 Z. Dans ce cas, l'article 743-3 de règlement ANC 2014-03 indique « *Par dérogation, lorsque les apports doivent être*

évalués à la valeur nette comptable en application des règles prévues par les articles 743-1 et 743-2, et que l'actif net comptable apporté est insuffisant pour permettre la libération du capital, les valeurs réelles des éléments apportés doivent être retenues. »

En conséquence, l'apport se fait en valeur réelle.

1.4.2. Description de l'apport

Les actions, dont l'apport est envisagé pour la souscription à l'augmentation de capital de la société 369 Z, ont été évaluées à leur valeur réelle estimée à 11.551.000 €.

2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports

2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ma mission a pour objet d'éclairer l'associé de la SAS 369 Z sur la valeur de l'apport devant être effectués par la SA HPC Hospitality.

J'ai notamment :

- Rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- Vérifié la pleine propriété des actions apportées ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance des comptes des SAS Tropical Hôtel & Beach et SAS 369 Z.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

L'apport des actions envisagé est effectué par la SA HPC Hospitality. Les parties sont convenues de retenir la valeur réelle des actions déterminées à partir de la réévaluation de la valeur de l'hôtel Tropical dans les comptes de la SAS Tropical Hôtel & Beach.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-03 relatives au traitement comptable des titres de participation conférant le contrôle de cette participation à l'entité bénéficiaire des apports et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de ma part.

2.3. Réalité de l'apport

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assuré de la pleine propriété par la SA HPC Hospitality des actions de la SAS Tropical Hôtel & Beach, en conséquence, je me suis fait confirmer l'accord d'ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS en qualité de fiduciaire et de la masse des porteurs d'obligations représentée par ABSOLUTE CAPITAL PARTNERS SAS sur l'extinction, pendant l'opération d'apport de la fiducie détenant les actions en garantie d'un emprunt obligataire.

2.4. Appréciation de la valeur de l'apport

La valeur des actions apportées correspond à la valeur réelle de celles-ci déterminée à partir de la valeur réévaluée de l'hôtel, la SAS Tropical Hôtel & Beach propriétaire de l'hôtel étant détenue à 100 % par la SA HPC Hospitality.

2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur les actions de la SAS Tropical Hôtel & Beach. Cette société est propriétaire des murs et du fonds qui comprend des éléments corporels et incorporels de l'hôtel Tropical sis à Saint-Jean Tropical Hôtel, 97133 Saint-Barthélemy dont la marque. Sur le registre des marques de l'INPI, les marques Tropical hôtel et Tropical Beach sont inscrites au nom la SAS TROPICAL HÔTEL & BEACH SAS depuis le 08/03/2021.

2.4.2. Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en retenant la valeur retenue pour l'hôtel Tropical réalisée par CBRE HOTELS VALUATION et en calculant à partir de cette évaluation l'actif net corrigé de la SAS Tropical Hôtel & Beach.

L'hôtel évalué est un hôtel 5*, situé Les Hauts de Saint Jean 97133 SAINT BARTHELEMY. Il comprend 23 chambres, 2 piscines, un restaurant et un bar. L'Hôtel Tropical, Saint-Barth a été entièrement rénové et fait partie des établissements historiques de Saint-Barthélemy. Il est situé à quelques pas de la plage Saint-Jean, à 700 m de l'aéroport et à 3km de Gustavia.

Les facteurs clés retenus pour l'évaluation, sont :

FORCES ET OPPORTUNITES :

- La demande touristique pour Saint-Barthélemy tend à s'accroître depuis plusieurs années et attire une clientèle (très) haut de gamme ;
- Excellente localisation, au cœur de la baie de Saint-Jean ;
- Bonne accessibilité par voie routière, à proximité de l'aéroport de Saint-Barthélemy-Rémy-de-Haenen ;
- L'hôtel a été entièrement rénové/reconstruit à la réouverture ;
- Le bien dispose de deux piscines extérieures, dont une réservée aux clients des suites piscine et une plage privée dans la baie de Lorient ;
- L'offre hôtelière future de Saint-Barthélemy est limitée ;
- La rareté du foncier et des biens disponibles à la vente engendre des prix à la clé (ou par m² pour les villas), en hausse continue depuis plusieurs années.

RISQUES ET FAIBLESSES :

- Le risque cyclonique peut impacter très fortement la demande touristique et l'appétit des investisseurs, s'il était amené à s'accroître ;
- Le bien ne bénéficie pas d'un accès direct à la plage ;
- L'hôtel dispose d'une capacité totale relativement limitée (23 chambres et suites) ;
- Certaines chambres ne bénéficient ni d'une vue mer, ni d'une vue dégagée ;
- Le marché est fortement saisonnier ;
- Forte dépendance à la clientèle nord-américaine (environ 60% de la clientèle totale) ;
- La pandémie du Covid-19 limite les déplacements ce qui pourrait impacter la demande touristique à court et moyen terme, mais l'accessibilité limitée (facilitant les contrôles à l'arrivée) et l'île étant par définition isolée pourrait attirer une nouvelle clientèle et/ou des clients pour de longs séjours.
- La demande touristique n'est pas diversifiée (clientèle 100% loisirs).

L'évaluation a été réalisée à partir de la comparaison avec des transactions comparables :

ACTIF	LOCALISATION	CATEGORIE	CHAMBRES	DATE	PRIX DE VENTE	PRIX DE VENTE PAR CHAMBRE
Camp David	Saint-Barthélemy	Luxe	11	2020	75 000 000	6 818 182
Autour du Rocher	Saint-Barthélemy	Luxe	12	2020	48 000 000	4 000 000
Carl Gustaf	Saint-Barthélemy	Luxe	14	2020	25 000 000	1 785 714
Hôtel Emeraude Plage	Saint-Barthélemy	Luxe	40	2017	135 000 000	3 375 000
Le Manapany	Saint-Barthélemy	Luxe	32	2016	60 000 000	1 875 000
Le Toiny	Saint-Barthélemy	Luxe	15	2015	29 500 000	1 966 667
Le Chistopher	Saint-Barthélemy	Luxe	42	N.C.	150 000 000	3 571 429
Le Sereno	Saint-Barthélemy	Luxe	38	N.C.	90 000 000	2 368 421
Moyenne			204		612 500 000	3 002 451
Tropical	Saint-Barthélemy	Luxe	23		58 700 000	2 552 174

La valeur d'évaluation se monte ainsi à :

- Valeur Vénale de l'ensemble Murs et Fonds de Commerce à la date d'ouverture du bien : 58 700 000 €, hors droits (Cinquante-Huit Millions Sept Cent Mille Euros) ;
- Valeur Vénale des Murs à la date d'ouverture du bien : 44 000 000 €, hors droits (Quarante-Huit Millions d'Euros).

Dans la situation arrêtée au 30/09/2021, ces éléments sont valorisés pour 23.484.863 €, ce qui donne une plus-value latente de 35.215.137 €.

Pour obtenir la valeur de la société Tropical Hôtel & Beach, il faut ajouter cette plus-value latente aux capitaux propres qui étaient débiteurs de 13.382.810 € sur la situation établie au 30/09/2021.

Si l'on tient compte des pertes réalisées entre le 01/10/2021 et la date d'apport, soit environ 1.400.000 €, de la valeur des travaux restant à réaliser jusqu'à l'ouverture, soit environ 5.000.000 € et de l'IS sur la plus-value latente nette, on obtient la valeur de l'apport, soit :

- Plus-value latente au 30/09/2021 : 35 215 137 €

• Capitaux propres négatifs au 30/09/2021	:	-13 382 810 €
• Pertes d'exploitation 1/10 au 17/12/2021	:	-1 115 000 €
• Travaux à réaliser du 1/10 au 17/12/2021	:	-5 000 000 €
• Total avant IS	:	15 717 327,00 €
• IS sur la plus-value nette (à 26,5 %)	:	4 165 092,00 €
• Valeur de la société	:	11 552 235,00 €

La valeur retenue pour l'apport est de 11.551.000 € soit avec un montant cohérent par rapport à l'analyse exposée ci-dessus.

Cet apport est rémunéré par la remise de 148.090 actions de la SAS 369 Z (valeur nominale des actions de 1 €), sachant les capitaux propres de la SAS 369 Z étaient estimés au 30/09/2021 à -555.467 € hors plus-values latentes sur les titres de participation détenus depuis le printemps 2021, titres donnant la propriété d'un hôtel à Saint-Tropez (83). La plus-value latente sur les titres donnant la propriété de l'hôtel Le Tartane à Saint Tropez (murs et fonds), s'élève entre 8 et 9 millions d'euros. La valeur des actions a été retenu pour rémunérer l'apport à 77,99 € l'action, ce qui donne une prime d'émission de :
 $76,99 \text{ €} \times 148.090 = 11.402.910 \text{ €}.$

2.5 Synthèse

L'apport réalisé par la SA HPC Hospitality porte sur les actions de la SAS Tropical Hôtel & Beach qu'elle détient en pleine propriété sous réserve de l'extinction provisoire de la fiducie qui les détient en garantie, et constitue donc un apport valorisé 11.551.000 €.

3. Conclusion

Sur la base de mes travaux, et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 11.551.000 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, est au moins égale au montant du capital émis en contrepartie de l'apport en nature. La valeur des apports correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre, majoré de la prime d'émission.

Le commissaire aux apports

Jean PERIER



3 6 9 Z

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 612.554 EUROS
SIEGE SOCIAL : 14 RUE CAMBACERES
75008 PARIS
890.677.453 RCS PARIS

STATUTS

MIS A JOUR LE 27 DECEMBRE 2021



Certifiés conformes
Le Président

ARTICLE 1 - FORME

La Société est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions applicables du Code de commerce, notamment par ses articles L. 227-1 à L. 227-20, ainsi que par les présents statuts.

Il est expressément précisé que la Société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, compter un seul ou plusieurs associés personnes physiques ou personnes morales.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- A Saint Tropez (83), l'exploitation, la mise en valeur, l'administration, la location et la gestion directe ou indirecte de résidences de tourisme et/ou de résidences hôtelières ou para-hôtelière et/ou d'hôtels avec ou sans restaurant, ainsi que toutes activités annexes ou connexes, avec ou sans services, et autres biens immobiliers dont elle a la jouissance ou dont elle est propriétaire ;
- L'achat par tous moyens (deniers propres, emprunt, etc...) de tous immeubles destinés à l'activité hôtelière ou à toute autre activité mentionnée ci-dessus ;
- Toutes activités liées à l'hôtellerie ;
- La construction de biens immobiliers ou la rénovation de tous immeubles destinés à l'activité hôtelière ou non ;
- La location de locaux commerciaux ou d'habitation en nu ou en meublé ;
- Le développement immobilier ;
- La prise sous toute ses formes, de tous intérêts et participations, dans toutes sociétés ou entreprises ;
- La détention et la gestion de titres et de valeurs mobilières ;
- La réalisation de toutes prestations de services de quelque nature que ce soit, notamment dans le domaine de l'hôtellerie, ainsi qu'aux entreprises ou sociétés dans lesquelles elle détient, directement ou indirectement, des participations au capital ;
- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

369 Z

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification S.I.R.E.N. et de la mention R.C.S. suivie du nom de la ville où se trouve le greffe auprès duquel elle sera immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **14 Rue Cambacérès - 75008 PARIS**

situé dans le ressort du greffe Tribunal de commerce de Paris, lieu de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée peut, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre-vingt-dix-neuf (99) ans.

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander

au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, a apporté à la Société une somme en numéraire d'un montant total de cent mille (100.000,00) euros, correspondant au montant du capital social et à 100.000 actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 27 décembre 2021, confirmée par acte de constatation en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de deux-cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix euros (248.090 €) par apport effectué par la société H.P.C. HOSPITALITY S.A. de cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune, qu'elle détient dans la société TROPICAL HOTEL & BEACH, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé 1 Saint-Jean Tropical Hôtel, 97133 Saint-Barthélemy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Basse-Terre sous le numéro 821 773 553, évaluées à un montant de onze millions sept cent cinquante mille euros (11.551.000€).

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur cent quarante-huit mille quatre-vingt-dix (148.090) actions nouvelles d'un euro (1 €) chacune, entièrement libérées.

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille cent-quinquante-cinq euros (497.155 €) par création de deux cent quarante-neuf mille soixante-cinq (249.065) Actions Nouvelles, entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 27 décembre 2021 par la société SARL JP AUDIT, et qui tient lieu de certificat du dépositaire conformément aux dispositions de l'article L225-146 alinéa 2 du Code de commerce. »

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 27 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de six cent douze mille cinq cent cinquante-quatre (612.554 €) par création de cent quinze mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (115.399) Actions Nouvelles, entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 27 décembre 2021 par la société SARL JP AUDIT, et qui tient lieu de certificat du dépositaire conformément aux dispositions de l'article L225-146 alinéa 2 du Code de commerce.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à la somme de six cent douze mille cinq cent cinquante-quatre (612.554 €). Il est divisé six cent douze mille cinq cent cinquante-quatre (612.554) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, de même catégorie, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

1.- Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles ordinaires ou de préférence, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- Soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société ;
- Soit de l'utilisation de ressources propres à la Société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- Soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- Soit par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues par les décisions ordinaires.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux apports nommés sur requête par le Président du Tribunal de commerce.

2.- La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3.- La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

4.- Enfin, la collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs, gérants et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en compte, conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit (8) jours qui suivent celle-ci.

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

Les actions sont transmissibles sous les conditions qui suivent.

ARTICLE 12 - DROIT DE PREEMPTION

Tous les transferts d'actions, même entre associés, sont soumis au respect du droit de préemption qui suit.

Dans l'hypothèse où l'un des associés souhaiterait se séparer de tout ou partie de sa participation au capital de la Société, les autres associés bénéficieront à titre irréductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation au sein du capital de la Société.

Au cas où un ou plusieurs des associés n'exerceraient pas ou n'exerceraient pas en totalité leur droit de préemption à titre irréductible, les autres associés disposeront à titre réductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation respective après exercice de leur droit de préemption à titre irréductible.

En cas d'exercice du droit de préemption, le prix unitaire de l'action sera celui obtenu par l'associé cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi.

Pour permettre l'exécution de ces stipulations relatives au droit de préemption, l'associé qui envisagerait de céder ses actions doit notifier au président de la Société, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, la cession projetée en mentionnant le nombre d'actions qu'il souhaite céder, l'identité du cessionnaire, le prix et les conditions de la cession.

Dans le délai de trente (30) jours de ladite notification, le président de la Société doit notifier par lettre recommandée avec accusé de réception le projet de cession à tous les associés de la Société autres que le cédant.

A compter de la réception de cette lettre, chaque associé non cédant devra faire connaître sa décision d'acquiescer dans le délai de trente (30) jours.

En outre, la cession éventuelle des actions à un tiers ne pourra intervenir avant l'expiration d'un délai supplémentaire de trente (30) jours permettant aux associés non cédants d'exercer leurs droits de préemption à titre réductible.

Si l'exercice des droits de préemption ne permet pas l'acquisition de la totalité des actions mises en vente par l'associé cédant, et sauf volonté contraire de cet associé, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux stipulations des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, même si le cessionnaire est associé, se soumettre à la procédure d'agrément qui suit.

ARTICLE 13 - PROCEDURE D'AGREMENT

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et adoptée à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance. Les actions de l'associé projetant de céder ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois (3) mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut céder librement le nombre d'actions indiqué dans la notification de la décision d'agrément aux conditions prévues et à la personne mentionnée dans ladite notification.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant doit, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la Société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la Société doit dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :

- Soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs associés ;
- Soit procéder elle-même à ce rachat, dans ce cas elle doit dans les six (6) mois de ce rachat céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions sera celui obtenu par l'associé cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi. Dans le cas où le transfert des titres envisagé ne comporterait pas de valeur ou de prix déterminé ou déterminable, et sauf à ce que la valeur retenue pour les titres concernés dans le cadre de cette opération soit préalablement acceptée par tous les associés comme prix, le prix de rachat des actions sera, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, fixé à dire d'expert à l'initiative de la partie la plus diligente.

Si, à l'expiration dudit délai de deux (2) mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la Société qui le notifiera au cédant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Les stipulations du présent article sont applicables à toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société. En conséquence, elles sont notamment applicables en cas de nantissement, d'échange, de transmission universelle de patrimoine, d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles sont aussi applicables à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai d'un (1) mois à compter de la révélation à la Société de l'infraction et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'elle ait procédé à ladite cession.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 14 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Tous les transferts d'actions ou autres valeurs mobilières effectués en violation des articles 11 à 13 sont nuls.

ARTICLE 15 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux (2) fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation. Ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 17 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 18 - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la Société, les associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les associés détenant la nue-propiété. Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propiété ayant toujours le droit d'assister aux consultations collectives.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations

collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties de la manière qui suit.

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propiété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propiété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a, ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit (8) jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois (3) mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propiété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propiété peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession. Les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propiétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution. Le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un associé de ses actions, l'associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

ARTICLE 19 - DIRECTION DE LA SOCIETE

1.- Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est soit une personne physique salariée ou non, associée ou non de la Société, soit une personne morale associée ou non de la Société.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au président de la société par actions simplifiée.

Le premier président est nommé aux termes des statuts à l'unanimité des associés fondateurs.

Au cours de la vie sociale, le président est renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

La durée du mandat du Président est fixée à dix (10) ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

En outre, le président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du président, personne morale ou personne physique, dont le mandat social n'est pas rémunéré, ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige, gère et administre la Société. Notamment, il :

- Etablit et arrête les documents de gestion prévisionnelle et rapports y afférents ;
- Etablit et arrête les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'approbation de la collectivité des associés ;
- Prépare toutes les consultations de la collectivité des associés.

Dans les rapports entre la Société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article L. 2323-6 du Code du travail.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

2.- Directeurs généraux

L'assemblée générale peut nommer une ou plusieurs personnes physiques ou morales chargées d'assister le Président, avec le titre de directeur général.

Lorsque le directeur général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant

permanent personne physique.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au directeur général de la société par actions simplifiée.

Le premier Directeur Général est nommé aux termes des statuts à l'unanimité des associés fondateurs.

Au cours de la vie sociale, le directeur général est renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

La durée du mandat du directeur général est fixée à dix (10) ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le mandat du directeur général est renouvelable sans limitation.

Le directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le directeur général sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le directeur général, personne physique, ou le représentant permanent de la personne morale directeur général, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de directeur général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le directeur général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de deux (2) mois lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur son remplacement.

La démission du directeur général n'est recevable que si elle est adressée au président par lettre recommandée.

Le directeur général est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

La décision de révocation du directeur général peut ne pas être motivée.

En outre, le directeur général est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

En accord avec le président, l'assemblée générale détermine l'étendue des pouvoirs conférés au directeur général. A l'égard des tiers, le directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le président et a le droit comme lui de représenter la Société.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général conserve ses fonctions et assume la direction de la Société jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président de la Société établit un rapport sur les conventions intervenues au cours de l'exercice, directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code

de commerce. La collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont également communiquées au commissaire aux comptes s'il en a été désigné un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et autres dirigeants, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

Toutefois, si la Société exploite un établissement bancaire ou financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

La même interdiction s'applique au représentant de la personne morale président ou directeur général ainsi qu'au conjoint du président et des autres dirigeants, personnes physiques, leurs ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par les trois premiers alinéas de l'article L. 227-9-1 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices sociaux par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires. Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Afin de préserver l'indépendance des commissaires à l'égard de la Société et de ses dirigeants, toute nomination de commissaire aux comptes est soumise aux règles d'incompatibilité édictées par les textes en vigueur et notamment les dispositions des articles L. 822-9 à L. 822-16 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- De vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société ;
- De contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;
- De vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la Société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Les commissaires aux comptes sont indéfiniment rééligibles. Leur renouvellement doit être décidé par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, la reconduction tacite dans leurs fonctions étant inopérante.

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la Société.

En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le commissaire aux comptes suppléant accède de plein droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci mais seulement par décision de justice.

La révocation du commissaire aux comptes peut être demandée :

- Par le président de la Société ;
- Par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social ;
- Par la collectivité des associés ;
- Par le comité d'entreprise ;

- Par le Ministère public.

La demande de révocation du commissaire aux comptes doit être présentée devant le Président du Tribunal de commerce qui statue en la forme des référés.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du président de la Société ;
- Fixation de la rémunération du président ;
- Nomination, renouvellement et révocation des directeurs généraux ;
- Fixation de la rémunération des directeurs généraux ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Ratification du transfert du siège social ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Emission par la Société de toute valeur mobilière de quelque nature que ce soit ;
- Transformation de la Société ;
- Prorogation de la durée de la Société ;
- Modification des statuts ;
- Dissolution de la Société ;
- Agrément des cessionnaires d'actions ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, aux droits de préemption des associés, à l'agrément de toute cession d'actions et à l'exclusion d'un associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés lorsque la loi, les dispositions réglementaires ou les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Sauf les cas ci-après prévus, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation. Toutefois, cette information préalable n'est pas requise en cas de réunion de l'assemblée générale sur convocation verbale et sans délai avec le consentement de tous les associés.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant quinze (15) jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Sont obligatoirement prises en assemblée générale, les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats.

Pour toute autre décision, la réunion d'une assemblée générale est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant au moins trente pour cent (30%) du capital social.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le président ou, en cas de carence du président, par un mandataire désigné en justice.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être provoquée par l'associé demandeur.

En outre, s'il en a été désigné un, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par Lettre recommandée avec avis de réception ou par tous procédés de communication écrite ou électronique quinze (15) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président. A défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins la moitié des voix.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins les trois quarts des voix.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux (2) exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption, abstention ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption, abstention ou rejet).

Le président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- A la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts et celles désignées comme telles aux termes des présents statuts ;
- A la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance pour toutes décisions ordinaires.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'exclusion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions de la collectivité des associés sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 23 - DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois (3) derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 septembre 2022.

ARTICLE 25 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Dès lorsqu'un commissaire aux comptes est désigné, tous ces documents lui sont mis à disposition dans les conditions légales.

La collectivité des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes, qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 27 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code commerce. Lorsque le montant des dividendes auquel il a droit, ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois (3) mois à compter de la décision. L'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 28 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu. Sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 29 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport d'un commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui accepte de devenir commandité en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 30 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la Société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et des directeurs généraux.

Les commissaires aux comptes conservent leur mandat sauf décision contraire des associés.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

La décision collective des associés est prise à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.
